

## Document

### « la plus grande fraude de l'histoire des marchés »

([contreinfo.info](http://contreinfo.info))

**11.10.2010**

**Aux Etats-Unis, les expulsions de ménages incapables de payer leurs traites d'emprunts immobiliers sont devenues un scandale majeur. Des milliers de procédures initiées par les banques se sont avérées juridiquement nulles, les établissements ayant falsifié des pièces ou s'avérant incapable de produire les documents légaux établissant la validité de leurs créances. Devant le tollé, plusieurs banques ont du geler l'ensemble des procédures en cours. Au total, ce sont des centaines de milliers de saisies qui sont remises en cause, dont un grand nombre pourraient être purement et simplement annulées. Janet Tavakoli, une spécialiste de la finance structurée, juge très sévèrement la façon dont la crise des subprimes a été traitée. Le renflouement de Wall Street, en permettant de masquer les pertes, a dissimulé la plus grande fraude de l'histoire, au bénéfice des actionnaires et de banquiers qui avaient en toute connaissance de cause accordés des crédits frauduleux, ne respectant pas les obligations légales.**

**Janet Tavakoli s'entretient avec Ezra Klein, journaliste au Washington Post, 8 octobre 2010**

**Ezra Klein : Que se passe-t-il ? Pourquoi sommes-nous soudainement confrontés à une crise qui n'était pas visible il y a encore deux semaines ?**

Janet Tavakoli : Il s'agit de la plus grande fraude de l'histoire des marchés de capitaux. Ce n'est pas quelque chose qui est arrivé la semaine dernière. Cela s'est produit lorsque ces prêts ont été accordés, dans certains cas il y a quelques années de cela. Les prêts sont assortis de conditions et de garanties qui doivent être respectées. Dans le passé, on disposait d'une certaine période, allant de 60 à 90 jours, pour valider les prêts et, s'ils s'avéraient de mauvaise qualité, on les rejetait. Si la documentation fournie n'était pas validée, on les rejetait. Si on constatait que les revenus des acquéreurs avaient été surestimés, ou que les logements avaient été surévalués à deux fois leur valeur, on les rejetait. Mais, en l'occurrence, cela n'a pas été le cas. On sait qu'il y a des dossiers de prêts pour lesquels les documents requis étaient absents. Le rôle des professionnels de la titrisation consiste pour partie à collationner les documents du contrat. Dans cette affaire, c'était aux banques comme Goldman Sachs et JP Morgan de se préoccuper de ce genre de choses. C'est ce qu'on appelle le renforcement de la sécurité [des contrats], et ce n'est pas une tâche facultative.

**EK : Quel est le danger encouru par les banques ?**

JT : Lorsque la crise financière a éclaté, la première chose qu'ont fait les banques, cela a été de courir au Congrès pour demander un allègement des règles comptables. Elles ont demandé qu'on leur permette de ne pas comptabiliser ce genre d'actifs au prix pour lequel il y aurait des acheteurs. En conséquence, personne ne peut dire quel est la taille du trou dans leurs bilans. Nous avons distribué beaucoup d'argent. Le TARP [1] n'était que la pointe de l'iceberg. Nous leur avons octroyé des garanties sur les dettes, un financement à faible coût par la Fed. Mais nombre de ces crédits hypothécaires ne peuvent pas être sauvés. Si nous avions reconnu ce problème en 2005, nous aurions pu l'apurer pour quelques centaines de milliards de dollars. Mais nous ne l'avons pas fait. Les banques mentaient et commettaient une fraude, et nos organismes de réglementation les ont couvertes. C'est ainsi qu'un problème difficile s'est transformé en une machine infernale.

**EK : Je crois comprendre que désormais les banques sont en conflit avec les investisseurs auxquels elles ont vendu ces produits. Les investisseurs vont devant les tribunaux en arguant que ces produits étaient viciés et que les banques doivent les reprendre.**

JT : Nombre d'investisseurs s'aperçoivent aujourd'hui qu'ils ont été escroqués. Même des investisseurs avertis. Lorsqu'ils ont agi en due diligence, mais que certaines informations importantes n'ont pas été transmises, ils pourront rentrer dans leurs fonds. Ce sera au cas par cas par cas.

**EK : Étant donné que notre système financier reste fragile, n'est-ce pas là une catastrophe pour l'économie ? Vaut-on assister à une nouvelle crise du crédit ?**

JT : Je ne suis pas d'accord. Pour que le système financier retrouve la santé, on doit reconnaître l'étendue des pertes et nous confronter à cette fraude. Ensuite, le marché retrouvera la confiance et les participants reviendront.

**EK : Cela donne le sentiment que vous nous dites qu'il reste nécessaire de passer par l'étape finale de la crise financière.**

JT : Oui, mais je n'emploierais pas le mot crise. Cela peut être fait par [une entité chargée de la liquidation des actifs douteux] comme cela a été le cas avec les Caisses d'Épargne. Le système a été remis sur pieds plus rapidement parce que nous avons traité les problèmes. Les actionnaires devraient perdre leur mise et les détenteurs des créances devraient accepter une réduction de celles-ci en échange de participations en actions. Au lieu de quoi nous avons déversé l'argent du TARP dans un puits pendant que les banques octroyaient d'énormes bonus à des gens qui doivent être tenus pour responsables de la fraude. La crise financière a été le produit d'une réaction irrationnelle, qui a protégé le capitalisme de copinage et non le vrai capitalisme. Dans un capitalisme véritable, les actionnaires qui ont pris un risque seraient rincés et les détenteurs de créances seraient contraints d'accepter un rabais, et la banque continuerait d'exister.

*Janet Tavakoli est une spécialiste de la finance structurée. Un temps enseignante à l'université de Chicago, elle a également publié de nombreux ouvrages traitant des produits dérivés*

Publication originale Ezra Klein, Washington Post, traduction Contre Info

[1] Programme de soutien des actifs douteux présents dans les portefeuilles des banques - ndlr